



Xavier Bertrand,
Ministre du Travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité

Communiqué de presse

Paris, le 12 novembre 2008

La **conférence dédiée aux "Nouvelles questions sociales dans l'Europe en mutation"** s'est déroulée le 12 novembre 2008 à Paris. Elle a réuni plus de 200 experts et décideurs politiques européens dans le domaine du travail et de la protection sociale. Les travaux de la conférence, à laquelle ont participé **Jean-Pierre JOUYET**, Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes, **Nadine MORANO**, Secrétaire d'Etat à la famille représentant **Xavier BERTRAND**, Ministre du Travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité et **Xavier PRATS MONNE**, qui représentait le Commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'égalité des chances, ont permis de poursuivre **la préparation des nouvelles orientations des politiques sociales européennes**.

Sur la base **des résultats de la consultation** organisée par la Commission européenne et dans la perspective de la **rénovation de l'agenda social européen**, cette conférence a permis de débattre sur les questions posées par les **nouvelles réalités sociales à l'échelle européenne**.

Cette conférence faisait suite au **Forum sur l'agenda social renouvelé**, organisé par la Commission européenne en mai 2008, à la **communication de la Commission européenne sur la rénovation de l'Agenda social** du 2 juillet et à la **réunion informelle des ministres du travail qui s'est tenue à Chantilly** les 10 et 11 juillet 2008. L'agenda social renouvelé offre l'opportunité de discuter des actions à entreprendre au niveau européen.

La présidence française de l'Union européenne et la Commission européenne, respectivement représentés par **Nadine MORANO**, Secrétaire d'Etat à la famille et **Xavier PRATS MONNE**, représentant le Commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'égalité des chances, ont fait le résumé suivant des débats :

- Il est essentiel de rendre l'Europe sociale plus concrète et plus visible pour les citoyens et de montrer que **l'Europe est prête à répondre au risque actuel de crise économique**. En particulier, l'Europe et ses citoyens ne peuvent tolérer l'exclusion de l'emploi d'une partie de la population. Au contraire, des politiques d'**inclusion active** assurant à la fois des revenus adéquats, des politiques actives du marché du travail et l'accès à des services de qualité sont plus que jamais essentielles.

- A l'ère de la mondialisation, les États membres doivent **renforcer la capacité des travailleurs et des citoyens à anticiper et à s'adapter aux changements**. La mise en œuvre et l'appropriation au niveau des États membres des principes communs de **flexicurité**, en coopération étroite avec les partenaires sociaux, sont prioritaires ; la spécificité de chaque État membre doit être prise en compte dans le choix des voies de réforme. Une composante essentielle de cette adaptation au changement est un effort soutenu pour maintenir et élever le niveau de compétences des travailleurs et leur offrir un accès effectif à la formation professionnelle.
- **La réussite de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi et celle de l'Europe sociale sont intimement liées**. Les États membres doivent conduire les réformes nécessaires, en particulier sur le marché du travail et dans la protection sociale et en parallèle, la compétitivité de l'Union européenne dans l'économie globale doit être renforcée. Par ailleurs, la mobilité au-delà des frontières devrait être facilitée et promue, afin que les opportunités offertes par l'Union européenne aux citoyens deviennent des réalités, tout en respectant les droits sociaux fondamentaux et le droit communautaire.
- Les débats ont mis l'accent sur le rôle clé de la **solidarité entre les générations**. Les politiques qui en découlent ne doivent pas seulement concerner les personnes âgées dans un contexte de vieillissement démographique, mais aussi investir pour les enfants, les jeunes et dans une perspective de cycle de vie. En effet, favoriser de plus hauts taux d'emploi et concilier la vie professionnelle et la vie familiale sont des impératifs qui se renforcent mutuellement, dans un contexte de faibles taux de natalité et de diminution de la population active.
- Les débats ont souligné la **diversité des attentes des citoyens et de la capacité de l'Union européenne à produire des actions concrètes pour y répondre**, par l'action des différentes institutions européennes, mais aussi l'implication des partenaires sociaux et de la société civile.
- L'agenda social renouvelé est aussi l'occasion d'**approfondir la réflexion sur les politiques et les instruments disponibles**, de manière à renforcer l'Europe sociale, tout en respectant le principe de subsidiarité. La lutte contre la pauvreté exige une réflexion sur le suivi des politiques sociales en Europe et la contribution que pourrait apporter un cadre européen de coordination à partir d'échanges d'expérience et d'objectifs quantifiés définis au plan national . Les débats ont aussi porté sur la manière de mobiliser au mieux les fonds européens, en particulier le fonds social européen et le fonds européen d'ajustement à la mondialisation.